



5 minutes pour les affaires

Édition
COVID-19

COVID-19, énergie et choix économiques du Canada pour l'avenir

Les producteurs d'énergie du monde entier se trouvent en territoire inconnu. Avec près de la moitié de la population mondiale sous une forme ou une autre de confinement, un équivalent de la demande énergétique des États-Unis s'est évaporé du marché mondial. Pouf.

Cette pression a suffi à elle seule à faire sombrer l'industrie, mais la répartition du plafond de production négocié entre les pays de l'OPEP et la Russie a engorgé le marché de pétrole, faisant chuter les prix à une vitesse vertigineuse, dans certains segments du marché, et même en territoire négatif. Seul un devin oserait prédire ce que sera la prochaine étape pour l'industrie pétrolière et gazière du Canada. Les simples mortels doivent se contenter de faire le point sur ce qui est et n'est pas en notre pouvoir alors que nous débattons dans le monde chamboulé où nous retrouvons un marché de l'énergie « sens dessus-dessous ».

Si un vaccin n'est pas mis au point, le prix du pétrole canadien, comme celui du pétrole partout ailleurs, restera prisonnier d'un agent pathogène. Étrangement, les choses qui ne peuvent pas être changées engendrent de nouveaux choix. Le gouvernement fédéral est à la croisée des chemins. Il peut écouter les critiques persistantes du secteur pétrolier et gazier et fermer l'industrie, provoquant ainsi une perte de 6 % du PIB canadien et mettant le Canada dans une position où nous décidons de laisser les autres être responsables de notre sécurité énergétique et de l'arrêt du

changement climatique au niveau international. Pour notre gouvernement, c'est peut-être le choix politiquement facile à faire aujourd'hui, mais les choix faciles donnent souvent place à des fins malheureuses.

L'autre choix consiste à aider l'industrie à se frayer un chemin dans un système énergétique mondial qui est très probablement sur une nouvelle trajectoire. Le pic pétrolier pourrait maintenant survenir plus tôt, mais il y aura toujours une demande, bien que moindre, pour le pétrole et le gaz au moins au cours des trois prochaines décennies. Avec les mesures de soutien appropriées, le Canada peut gagner des parts de marché en innovant pour créer des produits pétroliers et gaziers à faible intensité d'émissions, fournir des milliards de dollars de revenus aux gouvernements et stimuler les investissements dans les technologies propres renouvelables. Les parts de marché seront de plus en plus convoitées étant donné que, selon les estimations actuelles, [près de 100 exploitants américains du gaz de schiste](#) sont susceptibles de se placer sous la protection du Chapitre 11 dans les mois à venir. Les décisions prises aujourd'hui pourraient permettre au Canada d'améliorer son assise économique et de maintenir sa sécurité énergétique dans un monde où l'autarcie devient rapidement plus attrayante pour les leaders mondiaux de toutes les tendances politiques.

Alors, que peut faire le gouvernement fédéral pour aider l'industrie, et le million de femmes et



d'hommes employés par le secteur dans tout le pays, à traverser la période la plus sombre qu'ils aient jamais affrontée?

Commencer par faire travailler le plus grand nombre possible de personnes employées par le secteur dans tout le pays en ciblant les ressources sur la remise en état des puits, et poursuivre la recherche et le travail de terrain sur les technologies de réduction du carbone. Le gouvernement peut également mettre en pause toutes les nouvelles réglementations et normes qui augmentent les coûts pour le secteur, de la norme sur les combustibles propres à l'augmentation de la taxe sur le carbone. Cela permettrait aux entreprises qui ont déjà réduit leurs coûts d'investissements de disposer d'un peu plus de capital pour surmonter une période où elles produisent à perte.

De telles mesures augmenteraient les avantages de la subvention salariale fédérale, portée à 75 %, en donnant à ces entreprises le temps de s'adapter.

Le plus important est peut-être que les producteurs d'énergie du Canada ont la vision pour pousser encore plus loin la réduction des émissions, et certains, avant cette crise, avaient tracé la voie vers la carboneutralité d'ici 2050. La réalisation de cette vision exige de nouveaux projets d'infrastructure et des investissements. Le secteur continue d'être déçu par un système réglementaire qui récompense de plus en plus les investisseurs qui se tournent vers l'extérieur du Canada. Les projets d'infrastructure de tous types seront essentiels à la reprise économique du Canada. La réduction des délais de traitement et les efforts concertés visant à orienter les projets essentiels à la résilience énergétique du Canada pourraient grandement contribuer à stimuler l'économie canadienne et à soutenir les investissements dans le secteur.

Certains choix sont difficiles. D'autres ne le sont pas. Le soutien apporté aujourd'hui à notre secteur pétrolier et gazier permettra à ce secteur de porter le Canada demain.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :
policy@chamber.ca